

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 24 MARS 2017

EN 15 HEURES réussir à rassembler 5 "Inaltérables" de notre Collectif et obtenir le principe d'une rencontre brève avec celui qui est Ministre de l'Agriculture et porte parole du gouvernement (actuel et du précédent) est UNE GAGEURE QUE NOTRE COLLECTIF RÉA VIENT DE RÉUSSIR.

Il a fallu "ajuster" quelques lourdeurs du protocole pour obtenir de rencontrer le ministre avant qu'il ne visite le "Centre Régionalisé Interprofessionnel d'Expérimentation en Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales" (entre parenthèse une structure que j'ai découverte et qui vraiment a l'air d'être un bel "outil"), car com d'hab la "dictature" du protocole a tenté d'imposer au Peuple et aux Citoyennes et Citoyens qui le composent de jouer les "seconds rôles".

Et oui, il en va ainsi dans nos soi-disant Républiques modernes, mais cette fois cette "bizarrerie républicaine" n'a pas fonctionné et le ministre-porte parole a accepté cette inversion protocolaire après, il n'est pas anodin de le rappeler, notre forte insistance auprès de sa "cheffe" de cabinet, au demeurant très à l'écoute et bien plus apparemment que son "chef" de ministre.

Notre ENTRETIEN QUI A DURÉ UNE DIZAINE DE MINUTES (et oui un ministre est toujours pressé. De quoi ??? Par quoi ???), devant tous les médias (qui je l'espère feront une petite place dans leurs colonnes à cette invitation Citoyenne) nous a permis de rappeler au ministre-porte parole que notre démarche, soutenue par près de 65.000 signataires et toutes les Collectivités Territoriales (Municipalités, Communautés de Communes et d'Agglomération, Elu-e-s de tous bords politiques, Association de Maires du 04 et des Maires Ruraux, le Conseil Départemental et le Conseil Régional, ...) ne visait que 2 choses:

- permettre une MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES BESOINS DES POPULATIONS EN MATIÈRE D'ACCÈS À LA SANTÉ ET AUX SOINS EN INTÉGRANT LA PRÉSENCE SUR NOTRE TERRITOIRE DU CHANTIER ITER, le plus grand d'Europe et peut-être du monde, et ses 4.500 salariés et leurs familles,
- METTRE UN TERME AUX 20 VIES QUE PERDENT ANNUELLEMENT les Populations du sud du 04 et du Haut Var, par manque du Service de Réanimation de 8 lits dans le Centre Hospitalier de Manosque (Etude du CHU de Poitiers de février 2012).

CELUI QUI ASSURAIT HIER LE "SERVICE APRÈS-VENTE" SUR LE 04 DE LA POLITIQUE MISE EN OEUVRE DEPUIS BIENTÔT 5 ANS PAR LA COALITION SOCIALO-ÉCOLO-RADICALE GOUVERNEMENTALE ET PARLEMENTAIRE (accompagné de ses représentants locaux Castaner et Roux) a écouté gentiment nos arguments et a ensuite DÉROULÉ L'ARGUMENTAIRE TECHNO-GESTIONNAIRE que nous servent depuis des années le ministère de la Santé et l'ARS à savoir:

- il ne faut pas se focaliser sur les moyens structurels,
- il faut privilégier la prévention, développer les réseaux médicaux (?????) et l'utilisation des nouvelles techniques/technologies (télétransmission, numérique, transfert de données d'exams et imageries,),

A quoi le Collectif Réa a répondu au ministre: " Oui, c'est bien beau ces propos technocrates, mais QUAND ON A QUELQU'UN EN TRÈS GRANDE DÉTRESSE VITALE, ON FAIT QUOI CONCRÈTEMENT POUR LE SAUVER et éviter qu'il aille gonfler le chiffre des 20 vies perdues indument, on utilise une application informatique?"

A AUCUN MOMENT IL N'Y A EU DE LA PART DU MINISTRE UNE PRISE EN COMPTE EFFECTIVE DES DÉTRESSES HUMAINES GÉNÉRÉES PAR LE MANQUE DE CE SERVICE. MÊME PAS UNE "LARME DE CROCODILE" SUR LES 20 VIES PERDUES ANNUELLEMENT.

Avec, cerise sur le gâteau de la part du ministre en représentation sur le 04, cet aveu méprisant pour les Populations: "... vous n'allez pas nous demander de régler tout dans les 30 jours qui restent".

Oui, mais Monsieur le Ministre, lui a répondu le Collectif Réa "...VOUS AVIEZ POURTANT 5 ANS POUR RÉGLER CE PROBLÈME HUMAIN ET SOCIÉTAL MAJEUR POUR NOTRE POPULATION ET LÀ AUSSI VOUS NE L'AVEZ PAS FAIT."

Et là pas de réponse, LE "SERVICE APRÈS-VENTE" GOUVERNEMENTAL A PRÉFÉRÉ S'ÉCLIPSER pour aller s'enivrer des parfums et senteurs Provençales. Grand bien lui fasse.

Mais pour le Collectif Réa, les 65.000 signataires de la Pétition, les 117.000 Citoyennes et Citoyens du Bassin de Santé Manosquin et les Elu(e)s du 04 et du Haut Var (83), LE COMBAT CONTINUE.

Nous profitons du non événement que représente cette visite ministérielle pour délivrer un message fort à toutes celles et ceux qui seraient tentés de venir se "balader" sur le 04 et le Haut Var à l'occasion des échéances électorales qui se profilent: et que nous intercepterons (comme le ministre Le Foll): NOUS LES INTERCEPTERONS (comme pour le ministre Le Foll)

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS ENDORMIR par leurs propos soporifiques techno-gestionnaires NOUS EXIGERONS DES ENGAGEMENTS PRÉCIS sur l'ouverture du Service de réanimation à Manosque on informera les Populations de tout cela et au bout du bout ce sera LE PEUPLE QUI TRANCHERA car comme d'habitude C'EST TOUJOURS LUI QUI A LE DERNIER MOT